

Patrice Cosaert

Les pays touchés par le tsunami : un contexte économique, politique et humain très diversifié

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.



Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le CLEO, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Patrice Cosaert, « Les pays touchés par le tsunami : un contexte économique, politique et humain très diversifié », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 229 | Janvier-Mars 2005, mis en ligne le 13 février 2008. URL : <http://com.revues.org/index269.html>

DOI : en cours d'attribution

Éditeur : Presses universitaires de Bordeaux

<http://com.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne à l'adresse suivante : <http://com.revues.org/index269.html>

Document généré automatiquement le 29 septembre 2009. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

© Tous droits réservés

Patrice Cosaert

Les pays touchés par le tsunami : un contexte économique, politique et humain très diversifié

Pagination originale : p. pp.89-95

- 1 Le formidable tsunami qui, le 26 décembre 2004, a dévasté une grande partie des rivages septentrionaux de l'océan Indien, a brutalement propulsé sous les feux de l'actualité un groupe de pays qui, bien qu'ils soient tous baignés par les eaux d'une même étendue marine, n'étaient guère présentés ces dernières décennies comme constitutifs d'une aire géographique homogène ou même d'un espace suffisamment individualisé pour former, a priori, l'un de ces grands ensembles régionaux que les économistes, les politologues ou même les géographes se plaisent à identifier. Ceux-ci les répartissent au contraire entre deux entités différentes. Le découpage géopolitique de notre planète qui s'est progressivement imposé distingue en effet le plus souvent (et oppose même parfois) une aire Asie-Pacifique de plus en plus polarisée par la Chine, d'une Asie du Sud centrée sur le monde indien. À la première appartiennent l'Indonésie, la Thaïlande et le Myanmar (Birmanie), à la seconde l'Inde, le Bangladesh, le Sri Lanka et les Maldives. Le malheur commun rapprochera-t-il deux ensembles de pays qui entretenaient jusqu'à ce jour fort peu de liens privilégiés ? Cette communauté de destin dramatiquement révélée peut-elle les conduire à aller au-delà de la simple mise en place d'un observatoire commun des risques sismiques ?
- 2 Un rapprochement, s'il se produisait, ne serait pourtant, juste retour des choses, que la réactivation de liens historiques assoupis. Les pays riverains de l'océan Indien ont en effet entretenu des relations étroites dans un passé pas si éloigné. La circulation d'une rive à l'autre de l'océan fut intense à l'époque de la marine à voile, favorisée par les alizés et surtout par les moussons d'été et d'hiver qui, d'une saison à l'autre, poussaient les navires tantôt vers l'est tantôt vers l'ouest. C'est par cette route maritime empruntée par les commerçants arabes et indiens que fut assurée la diffusion de l'islam de l'Inde du Sud à l'Insulinde aux xive et xve siècles. Ce furent sur ses rives que les Portugais édifièrent au tout début du xvie siècle quelques-uns des principaux jalons de leur Empire maritime, de Goa, en Inde, à Malacca en Malaisie, face à Sumatra. Les Hollandais qui les supplantèrent rapidement dans cette partie du monde, s'installèrent plus solidement et plus durablement, à Ceylan (l'actuel Sri Lanka) et sur les deux rives du détroit de Malacca, c'est-à-dire aux deux extrémités de cette route transocéanique majeure sur laquelle ils exercèrent un contrôle des plus fructueux avant d'en être à leur tour évincés par les Britanniques. Ils poursuivirent néanmoins leur exploitation de l'archipel indonésien, sur lequel ils se replièrent, jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Pendant près d'un siècle et demi, les Britanniques, de leur côté, assurèrent leur mainmise sur presque tous les autres territoires riverains de l'océan Indien, leur laissant en héritage une langue de communication commune et leur appliquant un vernis très british qui n'a pas complètement disparu.
- 3 Pour autant, tous ces pays n'ont pas été également et indistinctement affectés par le tsunami puisque l'épicentre du séisme, qui est à l'origine des raz-de-marée, est situé tout à l'est de l'océan Indien, à proximité de la province indonésienne d'Aceh, au nord de Sumatra, où les trois quarts des victimes ont été recensées... Tous ces pays ne sont pas non plus également armés pour surmonter les conséquences matérielles du sinistre. D'abord parce que leur niveau de développement n'est pas globalement identique : selon les prévisions du FMI pour 2004, le PIB par habitant exprimé en dollars courants varierait du simple au quadruple

entre l'Inde à 603 et la Thaïlande à 2 556, l'Indonésie et le Sri Lanka se situant tous les deux autour du seuil symbolique des 1 000 \$/habitant. Exprimé en pourcentage du PIB, leur endettement total est faible dans le cas de l'Inde (19,6 %), maîtrisé en Thaïlande (36,1 %), mais atteint un niveau inquiétant au Sri Lanka (55,7 %) et en Indonésie (64,5 %). Ensuite et surtout parce que leurs littoraux respectifs étaient dotés d'aménagements et d'infrastructures de qualité et d'importance très inégale. Certains présentaient un développement considérable des activités liées au tourisme (Thaïlande, Maldives, une partie du littoral sri-lankais) alors que d'autres étaient pratiquement dépourvus d'infrastructures et demeuraient à l'écart de tout investissement (littoraux de la province d'Aceh, îles indiennes d'Andaman et de Nicobar pour ne pas parler du Myanmar) ou offraient des situations très contrastées au niveau local (nord du Sri Lanka, Inde). Pour achever de brouiller les cartes, il convient en outre de rappeler que deux des régions les plus durement touchées, Aceh et le nord-est du Sri Lanka, sont le théâtre depuis plusieurs décennies de conflits armés qui non seulement ont compliqué l'acheminement des secours mais plus encore hypothèquent gravement les opérations de reconstruction à court, moyen et long termes. La prise en compte croisée de toutes ces données nous amène à esquisser une vision de l'impact du tsunami sur l'avenir des pays touchés prenant tout autant en compte les fondamentaux de leur situation économique, sociale et politique que les effets directs et immédiats de la catastrophe. Plusieurs cas doivent donc être distingués.

4 Le Sri Lanka est le pays qui se retrouve, proportionnellement à sa taille, le plus affecté par le cataclysme. Non pas que l'île, à la différence des Maldives, dépende fortement de l'activité touristique. Quatrième source de devises, celle-ci n'a généré que 1,8 % du PIB en 2003. À côté des traditionnelles exportations de thé, c'est sur l'industrie textile, qui représente à elle seule la moitié de la valeur des exportations, que repose l'économie nationale, et cette activité épargnée par le tsunami, est d'abord pénalisée en ce début d'année par la fin des quotas et le choc prévisible de la concurrence chinoise. Si, avec le concours de l'aide internationale qui se mobilise fortement en faveur de ce petit pays martyr, les infrastructures pourront être remises en état en favorisant même un boom du secteur de la construction, les destins individuels par contre sont durablement brisés. Dans un pays qui compte moins de 20 millions d'habitants, un total de 31 000 morts, de 6 000 disparus et de 580 000 déplacés est une tragédie nationale. La submersion par l'eau salée des rizières de la côte, les plus productives, laisse les agriculteurs démunis. Des milliers de pêcheurs ne disposent plus des moyens leur permettant de subvenir aux besoins de leur famille : 75 % des bateaux de pêche du pays ont été endommagés alors que la plupart des pêcheurs n'ont jamais eu les moyens de souscrire des assurances ! La reconstruction des habitations risque de prendre d'autant plus de temps que le gouvernement interdit désormais de bâtir à moins de cent mètres de la mer. Paradoxalement cependant, l'ampleur de la catastrophe pourrait éloigner le risque de reprise de la guerre civile entre le gouvernement dominé par la majorité cinghalaise bouddhiste (87 % de la population) et les Tigres de libération de l'Eelam tamoul qui luttent depuis 22 ans pour obtenir, sinon l'indépendance, du moins une autonomie « substantielle » pour la minorité tamoule hindouiste qui peuple l'est et surtout le nord-est de l'île. Une reprise des négociations devrait permettre de consolider le cessez-le-feu intervenu en février 2002 sous l'égide de la Norvège, afin d'assurer enfin l'arrivée des aides mais aussi des investisseurs. Ces derniers sont demeurés jusqu'ici d'autant plus frileux que le gouvernement de Colombo était lui-même divisé sur la conduite à tenir vis-à-vis des Tamouls...

5 Le cas de l'Indonésie constitue le meilleur exemple du contraste pouvant exister entre l'impact local de la catastrophe, absolument terrifiant, et sa très faible incidence au niveau national. Les 233 689 morts ou disparus indonésiens officiellement recensés (au 13 février 2005) l'ont presque tous été au nord de la grande île de Sumatra, dans la seule province d'Aceh qui ne comptait pourtant guère plus de 4 millions d'habitants avant le cataclysme. Des villes entières ont été rayées de la carte et les personnes déplacées ou désormais sans domicile se comptent

par centaines de milliers. La Banque Asiatique de Développement (BAD) estime à plus d'un million le nombre de nouveaux pauvres créés dans cette région. Au niveau national cependant, l'incidence économique du tsunami serait globalement nulle. Comptant parmi les régions les moins développées de l'archipel, les destructions n'affectent pratiquement pas le potentiel productif de l'Indonésie. Les gisements d'hydrocarbures exploités au nord de la province n'ont pas été touchés et leurs revenus continuent d'alimenter essentiellement le budget du gouvernement central. La BAD estime même que la catastrophe pourrait favoriser ce rebond de l'activité que le pays attend avec fébrilité. Depuis la chute de la dictature du général Suharto en 1998, les investisseurs étrangers sont demeurés à l'écart du grand archipel et les attentats meurtriers de Bali en octobre 2002 puis de Jakarta en août 2003 n'ont pas arrangé les choses. Carence de l'État et de la justice, fiscalité incohérente, corruption qui se généralise, insécurité et terrorisme, pénuries d'énergie, infrastructures de communication de plus en plus dégradées et augmentation du salaire minimum sans accroissement de la productivité : tout a contribué au fort recul des investissements étrangers qui se sont réorientés vers le Viêt Nam et surtout vers la Chine ! Plus de 1 million d'emplois auraient été perdus dans l'industrie en 2003 et quarante millions d'Indonésiens (sur 220 millions) n'auraient pas de véritable travail, qu'ils soient officiellement reconnus comme chômeurs ou qu'ils soient manifestement sous-employés. La suppression, au 1er janvier 2005, des quotas textiles dont bénéficiait l'Indonésie jusqu'ici ne devrait en outre pas arranger les choses. Nous pouvons donc facilement comprendre que le gouvernement du nouveau président élu en septembre 2004, Susilo Bambang Yudhoyono, un général à la retraite qui fut ministre de la Sécurité, puisse considérer avec intérêt l'offre de moratoire des dettes et les perspectives d'une aide internationale massive.

6 Le problème est que cette aide risque de ne jamais arriver dans la province martyr d'Aceh, un ancien sultanat où la revendication identitaire n'est pas nouvelle : les Hollandais avaient déjà dû y faire face entre 1873 et 1903 ! En dépit de la reprise d'un dialogue en janvier 2005, en Finlande, entre les représentants du gouvernement indonésien et ceux du Mouvement pour l'indépendance d'Aceh (GAM), l'emprise des militaires ne s'est relâchée qu'un temps afin de laisser opérer dans l'urgence les ONG et même des contingents militaires d'une dizaine de nationalités (américains, australiens, japonais, singapouriens, français, etc.). C'est que l'armée indonésienne était enfin parvenue ces dernières années à affaiblir le mouvement séparatiste acehanais par des actions répressives dénuées de toute retenue et qu'elle entend bien ne pas lui donner la moindre occasion de relever la tête. Curieusement cependant, elle tolère aujourd'hui à Aceh la présence active d'organisations islamistes caritatives proches de mouvements intégristes, comme la Jemaah Islamiyah, impliqués dans les attentats de Bali et bien d'autres actions terroristes. Elle leur apporte même un soutien logistique. D'une façon plus générale, le gouvernement (et tout particulièrement l'une de ses composantes de tendance islamiste, le Parti de la justice et de la prospérité PKS) a lancé un vibrant appel à la solidarité des autres provinces, mais bien des Acehanais soupçonnent les autorités d'être mués d'abord par des arrières-pensées politiques...

7 En Thaïlande, pour spectaculaires qu'elles soient, les destructions causées par le tsunami n'ont affecté que les infrastructures touristiques du sud-ouest du pays. Gros pourvoyeur de devises (12 millions de visiteurs étrangers en 2004), le tourisme ne génère cependant que 6 % du PIB national et, en fin de compte, celui-ci ne devrait être amputé que de 0,3 % ! Les prévisions de croissance des experts ont été ramenées de 6 à 5,7 % pour 2005... Le grand public ignore trop souvent qu'avant d'être une destination touristique, la Thaïlande est d'abord un nouveau pays industrialisé producteur de biens manufacturés (électronique, construction automobile...) et de denrées agricoles (1er producteur mondial de caoutchouc naturel, 1er exportateur mondial de riz...). Les entreprises du bâtiment, de la construction et du génie civil étant nombreuses, modernes et efficaces, la remise en état des stations balnéaires du sud-ouest devrait se faire très rapidement et générer un surcroît très bénéfique d'activité pour

ce secteur pourvoyeur d'emplois. La seule véritable difficulté est de faire oublier la tragédie aux touristes étrangers (qui ont représenté un tiers des victimes) et de leur donner envie de revenir. L'attitude responsable du Premier ministre Thaksin Shinawatra (un homme d'affaires qui fit fortune dans les télécommunications) et sa gestion très médiatisée de la catastrophe a du reste permis à son parti, le Thai Rak Thai, d'enregistrer de très bons résultats aux élections législatives, en février 2005, bien meilleurs que ceux qui étaient escomptés ! Localement, le drame est ici celui des petites gens, des pêcheurs, des éleveurs de crevettes et des modestes employés des complexes touristiques, pas celui de l'État !

8 Bien plus encore que dans les autres pays, les effets du tsunami ne seront réellement ressentis qu'à l'échelle locale en Inde car ce pays de plus d'un milliard d'habitants (1 085 000 000 très exactement) est désormais porté par un essor économique presque aussi impressionnant que celui de la Chine (une croissance de 8,5 % a été enregistrée en 2003-2004 !). Le ralentissement attendu en 2005 sera bien plus le fait du resserrement des politiques monétaires dans le monde ou du renchérissement des cours du pétrole voire de la qualité de la mousson, que des destructions, très limitées, occasionnées à l'appareil de production. L'Inde, qui a décliné avec hauteur l'aide internationale pour les premiers secours, entend bien par contre bénéficier des fonds multilatéraux pour la reconstruction des régions sinistrées... En fin de compte, ce seront encore une fois les populations déjà démunies pour lesquelles la compassion de l'État se manifeste essentiellement par de bonnes paroles une fois les premiers secours prodigués qui feront surtout les frais de la catastrophe. La Banque Asiatique de Développement estime que celle-ci devrait créer 645 000 nouveaux pauvres, dans un pays où l'extrême pauvreté affecte encore 25 à 30 % de la population : pas de quoi affoler les autorités d'abord préoccupées par la réduction des déficits publics. L'expérience de Bhopal est là pour leur rappeler que les victimes de catastrophes savent subir sans trop broncher !

9 Les autres nations de la région constituent des cas d'espèce. Les Maldives et les Seychelles, petits archipels comptant respectivement moins de 300 000 et moins de 100 000 habitants ont eu peu de victimes à déplorer, mais ici, c'est le modèle même d'un développement axé presque exclusivement sur le tourisme qui se trouve compromis. Aux Maldives, 74 des 84 hôtels-resorts que compte l'archipel étaient à nouveau opérationnels dès la fin du mois de mars 2005, mais plus de la moitié de la population pourrait se trouver à nouveau plongée dans la pauvreté : la moitié des habitations ont été endommagées alors que l'autre source de revenus, la pêche, se trouve très affectée. Le désenchantement d'une jeunesse (62 % de la population) soumise à une sévère répression policière ne pourra qu'en être aggravé...

10 Au Myanmar enfin, pays en état de quasi-faillite, il faudra peut-être attendre la chute de la junte militaire en place pour se faire la moindre idée de l'ampleur de la catastrophe : il apparaît en effet peu vraisemblable que les populations très pauvres qui survivent complètement isolées, pratiquement en autarcie, dans les villages de pêcheurs du littoral aient été épargnées par le tsunami, même si les observations satellitales suggèrent une moindre exposition de ces lieux. Très proches des îles Andaman, les îles Cocos qui abritent des installations militaires chinoises, n'ont pas pu ne pas être affectées... En fait, isolée et affaiblie, soumise à des sanctions internationales en raison de son refus d'ouvrir des négociations avec la dirigeante de l'opposition, Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix, maintenue en détention ou en résidence surveillée depuis des années, la junte militaire au pouvoir ne trouve les moyens de son maintien que dans le trafic de drogue et l'aide intéressée de la Chine. Le sort de populations défavorisées n'est que le cadet de ses soucis.

11 En conclusion, nous voyons bien comme l'a déclaré froidement l'économiste en chef de la BAD, Ifzal Ali, que le tsunami « est un événement profondément tragique pour les millions de personnes qui souffrent, mais les économies des pays touchés devraient s'en sortir avec peu de dégâts, à l'exception du Sri Lanka et des Maldives ». Il nous reste à espérer que l'aide internationale parviendra effectivement aux victimes du cataclysme et à œuvrer en ce sens

auprès des organismes caritatifs auxquels nous apportons nos contributions individuelles. Une telle exigence de résultat doit aussi s'inscrire dans la durée car, même là où la remise en état des infrastructures pourra se faire rapidement, l'aide aux personnes devra nécessairement être accompagnée pendant longtemps.

Pour citer cet article

Référence électronique

Patrice Cosaert, « Les pays touchés par le tsunami : un contexte économique, politique et humain très diversifié », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 229 | Janvier-Mars 2005, mis en ligne le 13 février 2008. URL : <http://com.revues.org/index269.html>

À propos de l'auteur

Patrice Cosaert

Professeur de Géographie à l'Université de La Rochelle

Droits d'auteur

© Tous droits réservés
